

F. 85 — 1388

23 JUILLET 1985

Arrêté ministériel relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère (1)

Le Ministre de la Justice,
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment les articles 146 à 153;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère, notamment les articles 1er, 7 et 11;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 17 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère est entré en vigueur le 1er août 1985, ce qui impose de déterminer sans délai les modèles des documents servant à l'octroi et au paiement de la prime de réinsertion,

Arrêtent :

Article 1er. § 1. La demande de la prime de réinsertion est introduite auprès du Ministre de l'Emploi et du Travail au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 1.

§ 2. L'attestation émanant de l'Office national de l'Emploi est conforme au modèle figurant à l'annexe 2.

Art. 2. Lors de la restitution des documents de séjour et de travail à l'administration communale du lieu de résidence du bénéficiaire de la prime de réinsertion, l'Administration communale est tenue de remettre au bénéficiaire de la prime de réinsertion et aux personnes qui retournent avec lui, un document de départ, conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

Art. 3. La décision de rembourser la totalité de la prime de réinsertion est notifiée au bénéficiaire de la prime qui entre ou séjourne illégalement dans le Royaume par la remise d'un document conforme au modèle figurant à l'annexe 4.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1985.

Bruxelles, le 23 juillet 1985.

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

N. 85 — 1388

23 JULI 1985

Ministerieel besluit betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit (1)

De Minister van Justitie,
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 146 tot 153;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit, inzonderheid op de artikelen 1, 7 en 11;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor de personen van vreemde nationaliteit dat in werking is getreden op 1 augustus 1985, en het noodzakelijk is dat zonder verwijl het model van de documenten wordt vastgelegd die moeten dienen voor de toekenning en de betaling van de herintegratiepremie,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. De herintegratiepremieaanvraag wordt bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid ingediend met gebruikmaking van een formulier dat in overeenstemming is met het model dat in bijlage 1 wordt gegeven.

§ 2. Het van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening uitgaand attest dient overeen te komen met het model dat als bijlage 2 gaat.

Art. 2. Bij de teruggave van de verblijfs- en arbeidsdocumenten aan het gemeentebestuur van de woonplaats van de herintegratiepremietrekker, moet dat gemeentebestuur aan deze en aan de personen die met hem vertrekken, een vertrekdocument afgeven dat in overeenstemming is met het model dat in bijlage 3 voorkomt.

Art. 3. De beslissing tot terugbetaling van het volledige bedrag van de herintegratiepremie wordt ter kennis gebracht van de premietrekker, die onwettig het Rijk binnenkomt of er onwettig verblijft, door de afgifte van een document dat in overeenstemming is met het model dat in bijlage 4 wordt gegeven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Brussel, 23 juli 1985.

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 25 avril 1963, *Moniteur belge* du 25 juillet 1963.
Loi de redressement du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.
Arrêté royal du 17 juillet 1985, *Moniteur belge* du 1er août 1985.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 25 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963.
Herstellwet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.
Koninklijk besluit van 17 juli 1985, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1985.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Annexe 1.

Administration de l'Emploi

Direction de la Politique de l'Emploi

Tél. : 02/233.41.11

DOSSIER N°

DEMANDE D'OCTROI ET DE PAIEMENT DE LA PRIME DE REINSERTION (1)

INTRODUITE CONFORMEMENT A :

- l'article 1er de l'A.R. du 17 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère;
- l'article 1er, § 1er, de l'A.M. du 23 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère.

Nom	Prénoms
Je soussigné(e)
nationalité :
lieu et date de naissance :

Commune	Rue	N°
domicilié(e) à :
titulaire du permis de travail A, B ou C n°		
demande par la présente, à pouvoir bénéficier de la prime de réinsertion.		

Pays

Je désire rentrer en

Ma famille est composée de :

	<u>Nom</u>	<u>Prénoms</u>	<u>Lieu et date de naissance</u>
Conjoint :
Enfants de moins de 18 ans : (célibataires)
Enfants de plus de 18 ans bénéficiant de l'article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour salariés :
Parents et alliés à charge autres que le conjoint et les enfants :

2.-

Je vous prie de trouver ci-joint :

- 1° une attestation émanant de l'Office national de l'Emploi établissant ma qualité de chômeur complet indemnisé depuis plus d'un an;
- 2° une photocopie de mon dernier permis de travail valable, certifiée conforme par l'administration communale de ma résidence;
- 3° un extrait du registre des étrangers ou de la population mentionnant les nom, prénoms et date de naissance de moi-même et des personnes qui vivent avec moi sous le même toit.

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Fait à, le

Signature

(1) A renvoyer par lettre recommandée à la poste en 3 exemplaires au Ministère de l'Emploi et du Travail, Direction de la Politique de l'Emploi, rue Belliard 51-53 - 1040 BRUXELLES.

Cachet de l'adresse
du B.R.C.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Annexe 2.

OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI

Attestation relative à l'octroi de la PRIME DE REINSERTION
pour les personnes de nationalité étrangère
(loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant
des dispositions sociales ; articles 146 à 153)

A compléter en double exemplaire
Cet exemplaire est destiné au demandeur
 au B.R.C.

VOLET I	<p>DONNEES PERSONNELLES</p> <p>Nom - prénoms _____→</p> <p>Nom de rue - n° _____→</p> <p>Code postal - Commune _____→</p> <p>...../..... n° compte ind. pension _____</p> <p>..... nationalité sexe lieu de naissance date de naissance</p> <p>permis de séjour n° valable du au</p> <p>sûreté publique n° Immigration n°</p> <p>permis de travail A-B-C (1) n° valable du au</p> <p>- Je suis chômeur complet indemnisé depuis plus d'un an (2) OUI/NON (1)</p> <p>- Je bénéficie actuellement d'allocations de chômage OUI/NON (1)</p> <p>- Je suis et reste valablement inscrit comme demandeur d'emploi à temps plein OUI/NON (1)</p> <p>- Actuellement, je me présente quotidiennement au contrôle communal je suis dispensé du contrôle communal <input type="checkbox"/> (3)</p> <p>J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.</p> <p>Fait à, le</p> <p style="text-align: right;">Signature du demandeur</p>
---------	--

VOLET II	<p>- Le demandeur susmentionné a été admis au bénéfice des allocations de chômage complet le soit il y a plus d'un an OUI/NON (1)</p> <p>- Suivant les renseignements en ma possession et l'attestation fournie par l'organisme de paiement, le demandeur est chômeur complet indemnisé depuis plus d'un an OUI/NON (1)</p> <p>- Le montant de son allocation journalière de chômage (R6) s'élève à : - [] F ou (en toutes lettres) à la date du (4) - [] F ou (en toutes lettres) à partir du (5)</p> <p>Certifié par le bureau régional, à le</p> <p>Cachet du Bureau régional Signature de l'Inspecteur</p>
----------	---

- (1) Biffer la mention inutile
- (2) Entrent en ligne de compte, les prestations comme chômeur mis au travail
- (3) Apposer une croix dans la case correspondante
- (4) Date à laquelle l'attestation est établie
- (5) A compléter s'il est prévu qu'à une date ultérieure, le montant de l'allocation journalière de chômage diffère.

ROYAUME DE BELGIQUE
 PROVINCE :
 ARRONDISSEMENT :
 COMMUNE :

ANNEXE 3

RECTO

REF. : SURETE PUBLIQUE N° :
 SERVICE IMMIGRATION N° :

DOCUMENT DE DEPART délivré conformément à :

- l'article 7, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 17 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère;
- l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 juillet 1985 relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère.

A. BENEFICIAIRE de la prime de réinsertion (1)

Le (la) ressortissant(e) (nationalité)
 (nom et prénoms)
 né(e) à, le (en)
 résidant en cette commune,
 titulaire :
 du certificat d'inscription au registre des étrangers } n°
 de la carte d'identité d'étranger } (2)
 et } n°
 du permis de travail B ou C
 du permis de travail A

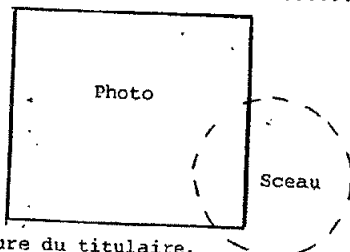
s'est présenté(e) ce jour à l'administration communale pour (3)

- restituer ses propres documents de séjour et de travail;
 restituer les documents de séjour et/ou de travail de la (des) personne(s) de plus de douze ans qui l'accompagne(nt) et dont l'identité figure au verso

B. Personne de plus de douze ans qui ACCOMPAGNE le bénéficiaire de la prime de réinsertion (1).

Le (la) ressortissant(e) (nationalité)
 (nom et prénoms)
 né(e) à, le (en)
 résidant en cette commune,
 s'est présenté(e) ce jour à l'administration communale pour se faire délivrer le présent document de départ.

Le présent document couvre le séjour de l'intéressé(e) pendant un délai maximum de soixant jours à partir du (4), soit jusqu'au (5).



Signature du titulaire,

Fait à, le

Le Bourgmestre ou son délégué,

- (1) A remplir selon le cas.
 (2) Biffer les mentions inutiles.
 (3) Cocher le ou les motifs.
 (4) Date de la lettre à laquelle le bénéficiaire de la prime a été informé de l'autorisation de paiement de l'avance.
 (5) Date de l'échéance.

VERSO

A. Identité de la (des) personne(s) de plus de douze ans qui accompagne(nt) le bénéficiaire et dont les documents de séjour et/ou de travail ont été restitués.

1. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :
2. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :
3. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :
4. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :
5. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :
6. Nom et prénoms :
 Lieu et date de naissance :
 Lien de parenté :
 Document de séjour :
 Document de travail (1) :

B. Nombre TOTAL des personnes qui accompagnent le bénéficiaire (y compris les enfants de moins de douze ans)(2) :

.....

Signature de l'autorité,

Cadre réservé aux autorités chargées du contrôle aux frontières

Date, signature et sceau de l'autorité chargée du contrôle aux frontières

(1) A remplir le cas échéant.
 (2) Indiquer le nombre en toutes lettres.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Administration de l'Emploi
Direction de la Politique de l'Emploi

ANNEXE 4

Réf. : Sûreté publique n° :
Immigration n°

51, rue Belliard
1040 BRUXELLES
Tél. 233.41.11

OBJET : Remboursement de la prime de réinsertion. N°

M.,

Par assignation n°, du,
avec un montant de frs, une avance sur la prime
de réinsertion vous a été payée le

Le solde de la prime, soit francs belges
vous a été payé le

Par lettre du, vous vous êtes engagé à
quitter définitivement la Belgique et à rembourser la totalité de la prime de
réinsertion en cas d'entrée ou de séjour illégal en Belgique.

Le, à heures, il a été
constaté que vous n'avez pas respecté cette obligation. En effet, votre présen-
ce en Belgique a été constatée le par
à

Vous n'avez pas été autorisé à revenir en Belgique. Vous y
êtes entré ou vous y séjournez illégalement.

Vous êtes prié de rembourser immédiatement la somme de
francs belges à partir de la réception
de cette notification au compte n° du

Si vous restez en défaut de rembourser cette somme dans le dé-
lai de 8 jours, soit au plus tard avant le, cet-
te somme sera récupérée par les soins de l'Administration de la taxe sur la va-
leur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, conformément à l'article 3
de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Veillez agréer, M., l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

Au Nom du Ministre,
Son délégué,

signature.

Bijlage 1

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Dossier nr.

Administratie van de Werkgelegenheid

Directie van de Werkgelegenheidspolitiek

Tel. 02/233.41.11

Aanvraag om toekenning en uitbetaling van de herintegratiepremie (1), ingediend overeenkomstig :

- Artikel 1 van het K.B. van 17 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit.
- Artikel 1, § 1, van het M.B. van 23 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit.

<u>Naam</u>	<u>Voornamen</u>
Ik ondergetekende	
nationaliteit :	
geboorteplaats en -datum :	

<u>Gemeente</u>	<u>Straat</u>	<u>Nr.</u>
woonachtig te :		
houder van arbeidskaart A, B of C nr;		
vraag hierbij in aanmerking te komen voor de herintegratiepremie.		
Ik wens terug te keren naar :		<u>Land</u>

Mijn gezin is als volgt samengesteld :

<u>Naam</u>	<u>Voornamen</u>	<u>Geboorteplaats en -datum</u>
Echtgenoot :		
Kinderen van minder dan 18 jaar (ongehuwd) :		
.....		
.....		
.....		
.....		
Kinderen van meer dan 18 jaar die onder artikel 63 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers vallen		
.....		
.....		
.....		

Bloed- en aanverwanten
met uitzondering van
echtgenoot en kinderen
.....

Hierbij voeg ik :

- 1° een van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening uitgaand attest
waaruit blijkt dat ik sedert meer dan één jaar uitkeringsgerechtigde
volledig werkloze ben;
- 2° een fotocopie van mijn laatste geldige arbeidskaart, die eensluidend
is verklaard door het gemeentebestuur van mijn woonplaats;
- 3° een uittreksel uit het vreemdelingen- of het bevolkingsregister dat
de naam, de voornamen en de geboortedatum vermeldt van mijzelf en
van de personen die met mij onder hetzelfde dak samenwonen.

Ik verzeker om mijn erewoord dat deze verklaring echt en
volledig is.

Te

Handtekening

(1) Bij een ter post aangetekende brief in drievoud terug te sturen
naar het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Directie van
de Werkgelegenheidspolitiek, Belliardstraat 51-53 te 1040 BRUSSEL.

Adresstempel van het
G.W.B.

Ministerie van Teverkstelling en Arbeid

Bijlage 2

RIJKSDIENST VOOR ARBEIDSVORZIENING

Getuigschrift betreffende de toekenning van de HERINTEGRATIEPREMIE
voor personen van vreemde nationaliteit
(herstelwet van 22.1.1985 houdende sociale bepalingen;
artikelen 146 tot 153)

In tweevoud op te maken

Dit exemplaar is bestemd voor de aanvrager
het G.W.B.

DIJK I

PERSOONLIJKE GEGEVENS

Naam - voornaam →

Straat - nr. →

Postnummer - Gemeente →

...../.....

Nr. indiv. pensioenrekening

.....
Nationaliteit Geslacht Geboorteplaats Geboortedatum

Verblijfsvergunning nr. : geldig van tot

Openbare Veiligheidsnr. : Immigratienummer

Arbeidsvergunning A-B-C (1) nr. geldig van tot

- Ik ben sedert meer dan één jaar uitkeringsgerechtigde volledig werkloze JA/NEEN (1)

- Ik geniet momenteel werkloosheidsuitkeringen JA/NEEN (1)

- Ik ben en blijf geldig ingeschreven als aanvrager van een voltijdse dienstbetrekking JA/NEEN (1)

- Momenteel volg ik dagelijks de gemeentelijke stempelcontrole (3)
Ik ben vrijgesteld van de gemeentelijke stempelcontrole

Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Te, de Handtekening van de aanvrager

DOOR DE AANVRAGER
in te vullen

DIJK II

GEWESTELIJK
WERKLOOSHEIDSBUREAU

- Bovengenoemde aanvrager werd als volledig werkloze tot de werkloosheidsuitkeringen toegelaten op/..../.; dit is meer dan één jaar geleden JA/NEEN (1)

- Volgens de inlichtingen die in mijn bezit zijn en volgens de verklaring die werd afgeleverd door de uitbetalingsinstelling, is de aanvrager een uitkeringsgerechtigde volledige werkloze sedert meer dan één jaar JA/NEEN (1)

- Het bedrag van zijn dagelijkse werkloosheidsuitkering (R6) bedraagt :
 fr. of op (4)
(voluit geschreven)

fr. of vanaf (5)
(voluit geschreven)

Verklaard door het gewestelijk bureau te, de

Stempel van het G.W.B. Handtekening van de Inspecteur

- (1) Doorhalen wat niet van toepassing is
- (2) Komen in aanmerking : de arbeidsprestaties als tewerkgestelde werkloze
- (3) Een kruis plaatsen in het overeenkomstig vakje
- (4) Datum waarop het getuigschrift wordt opgemaakt
- (5) In te vullen indien voorzien wordt dat het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering in de toekomst zal wijzigen

KONINKRIJK BELGIE
 PROVINCIE :
 ARRONDISSEMENT :
 GEMEENTE :

BIJLAGE 3

RECTO

REF. OPENBARE VEILIGHEID nr. :
 IMMIGRATIEDIENST nr. :

VERTREKDOCUMENT afgeleverd overeenkomstig :

- art. 7, § 1, derde lid van het koninklijk besluit van 17 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit;
- art. 2 van het ministerieel besluit van 23 juli 1985 betreffende de herintegratiepremie voor personen van vreemde nationaliteit.

A. DE TREKKER van de herintegratiepremie (1).

De onderdaan (nationaliteit)
 (naam en voornamen)
 geboren te , op (in)
 in deze gemeente verblijvende,
 titularis :
 van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister] nr.
 van een identiteitskaart voor vreemdeling] (2)
 en]
 van een arbeidsvergunning B of C]
 van een arbeidsvergunning A] nr.

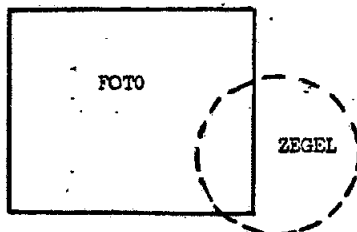
heeft zich heden bij het gemeentebestuur aangemeld om (3)

- de verblijfs- en arbeidsdocumenten van hemzelf terug te geven;
- de verblijfs- en/of arbeidsdocumenten van de persoon (personen) boven de twaalf jaar die hem vergezelt (vergezellen) en waarvan de identiteit op de keerzijde vermeld is, terug te geven.

B. Persoon boven de twaalf jaar die de trekker van de herintegratiepremie VERGEZELT (1).

De onderdaan (nationaliteit)
 (naam en voornamen)
 geboren te , op (in)
 in deze gemeente verblijvende,
 heeft zich heden bij het gemeentebestuur aangemeld om onderhavig vertrekdocument te doen afgeven.

Onderhavig document dekt het verblijf van de belanghebbende voor een maximum termijn van zestig dagen vanaf (4), hetzij tot (5).



Handtekening van de titularis,

Te , op
 De Burgemeester of zijn gemachtigde,

- (1) in te vullen naargelang het geval.
 (2) de onnodige vermeldingen doorhalen.
 (3) de reden(en) aankruisen.
 (4) datum van de brief waarop de premietrekker op de hoogte werd gesteld van de toelating tot uitbetaling van het voorschot.
 (5) vervaldatum.

Bijlage 4

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
 Administratie van de Werkgelegenheid
 Directie van de Werkgelegenheidspolitiek

51, Belliardstraat
 1040 BRUSSEL
 Tel. : 233.41.11

Ref. : Openbare veiligheid nr.
 Immigratienummer

Betreft : Terugbetaling van herintegratiepremie nr.

M.

Per assignatie nr., van
 met een bedrag vanfranken, werd U een voorschot op
 de herintegratiepremie betaald op

Het saldo van deze premie, hetzij Belgische
 franken werd U betaald op

Bij brief van, heeft U zich verbonden om
 België definitief te verlaten en om het volledige bedrag van de herintegra-
 tiepremie terug te betalen ingeval dat U onwettig het Rijk binnenkomt of er
 onwettig verblijft.

Op, om uur, werd er vastgesteld
 dat U deze verbintenis niet heeft nageleefd. Inderdaad uw aanwezigheid in
 België werd vastgesteld op door
 te

U bekam niet de toelating om in België terug te komen. U zijt
 er onwettig teruggekomen of U verblijft er onwettig.

U wordt uitgenodigd onmiddellijk het bedrag van
 Belgische franken terug te betalen vanaf de ont-
 vangst van deze kennisgeving op rekening nr.
 van

Bij ontstentenis van terugbetaling door U van deze som binnen
 een termijn van 8 dagen, hetzij ten laatste op
 zal dit bedrag ingevorderd worden door de Administratie van de Belasting
 over de Toegevoegde Waarden der Registratie en Domeinen, die optreedt
 overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Met hoogachting,

Namens de Minister,
 zijn gemachtigde,

Handtekening

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juillet 1985.

Le Ministre de la Justice,
 J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
 M. HANSENNE

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van
 23 juli 1985.

De Minister van Justitie,
 J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
 M. HANSENNE